



Première session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2026

Vienne, le 3 août 2023

Désarmement nucléaire Nuclear disarmament

Déclaration prononcée par

l'Ambassadeur Benno Laggner

Représentant Permanent de la Suisse auprès de l'AIEA et de l'OTICE

Monsieur le Président,

Comme nous l'avons souligné à l'occasion du débat général, la Suisse est préoccupée par un certain nombre de développements en lien avec notre traité, en particulier le risque d'une nouvelle course aux armements nucléaires et l'effritement de l'architecture de maîtrise des armements.

Le nouveau cycle d'examen du TNP débute dans un environnement difficile concernant le désarmement nucléaire, rendu encore plus complexe par l'incapacité de la 10^{ème} Conférence d'examen à s'accorder sur un résultat substantiel. Dans ce contexte, je voudrais faire trois points en particulier.

Premièrement, les obligations et les engagements en matière de désarmement nucléaire pris dans le cadre du TNP restent entièrement valables et doivent être pleinement mis en œuvre. Le Plan d'action adopté en 2010 comme tous les engagements pris lors des Conférences d'examen de 1995 et 2000 ne constituent pas un ensemble d'objectifs auxquels nous devons simplement aspirer. Au contraire, la valeur de ces documents et la pérennité du TNP dépendent de la mise en œuvre résolue de cet acquis. Les propositions faites pour accélérer les progrès en la matière, telles que les étapes introduites par l'Initiative de Stockholm lors du précédent cycle d'examen, restent pertinentes. L'une des priorités que je voudrais souligner ici à Vienne est qu'il est regrettable que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT) ne soit toujours pas entré en vigueur plus de 25 ans après sa négociation. Ce traité est un élément essentiel tant pour le désarmement que pour la non-prolifération nucléaires. La Suisse appelle donc tous les Etats mentionnés à l'annexe 2 de cet instrument à le signer et à le ratifier dans les meilleurs délais.

Deuxièmement, nous saluons les discussions interactives sur la question de la transparence et la redevabilité la semaine dernière dans le cadre du *Groupe de travail chargé de consolider le processus renforcé d'examen*. Ces discussions ont souligné la nécessité d'avancées dans ce domaine afin de mieux suivre les progrès dans la mise en œuvre du TNP. Conjointement avec l'Irlande et la Nouvelle Zélande, la Suisse a soumis un document de travail à ce sujet. Nous projetant vers l'avant, nous encourageons les États dotés à soumettre un rapport sur la mise en œuvre de leurs obligations et engagements au titre du TNP à l'occasion de la deuxième session du Comité préparatoire qui se tiendra l'année prochaine à Genève. Nous encourageons par ailleurs le président de cette réunion à fournir un cadre pour une discussion interactive au sujet de ces rapports.

Troisièmement, nous exhortons tous les États dotés à s'abstenir de toute rhétorique dangereuse relative à l'utilisation de l'arme nucléaire et de toute action qui pourrait accroître les tensions. Dans ce contexte, nous sommes notamment préoccupés par l'accord entre la Russie et le Bélarus portant sur le déploiement d'armes nucléaires sur le territoire d'un État non doté. Seule l'élimination complète des armes nucléaires permettra d'éradiquer pleinement les risques qu'elles présentent. Dans l'intervalle, des mesures à court et moyen terme doivent être prises pour faire face aux risques accrus d'utilisation de ces armes résultant de la détérioration de la situation internationale. Nous accueillons favorablement les suggestions formulées à ce sujet par le Secrétaire général des Nations Unies dans le *Nouvel Agenda pour la Paix*. En particulier, des mesures pratiques devraient être prises afin d'élargir la palette d'outils dont nous disposons pour faire face aux risques nucléaires, notamment pour prévenir l'escalade des crises en établissant et en maintenant des lignes de communication résilientes, comme l'exige l'évolution du contexte politique et technologique. Nous exhortons les États dotés à approfondir leur dialogue sur cette thématique au sein du processus dit du P5 vers des résultats concrets.

Monsieur le Président, je vous remercie de votre attention.

Mr. Chairperson,

As we stressed during the general debate, Switzerland is concerned about a number of developments related to the NPT, in particular the risk of a new nuclear arms race and the unravelling of the arms control architecture.

The new NPT review cycle begins in a difficult environment for nuclear disarmament, made even more complex by the inability of the 10th Review Conference to agree on a substantive outcome. In this context, I would like to make three general points:

First, the NPT obligations and commitments on nuclear disarmament remain fully valid and must be fully implemented. The Action Plan adopted in 2010, like all the commitments made at the 1995 and 2000 Review Conferences, is not a set of objectives to which we should simply aspire. On the contrary, the value of these documents and the durability of the NPT depend on the resolute implementation of this acquis. Proposals to accelerate progress, such as the steps introduced by the Stockholm Initiative in the previous review cycle, remain relevant. One of the priorities I would like to highlight, here in Vienna, is that it is regrettable that the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT) has still not entered into force more than 25 years after it was negotiated. This treaty is an essential element for both nuclear disarmament and non-proliferation. Switzerland therefore calls on all states listed in Annex 2 to sign and ratify this instrument as soon as possible.

Secondly, we welcome the interactive discussions on the issue of transparency and accountability last week in the *Working Group on Strengthening the Review Process*. These discussions highlighted the need for progress in this area in order to better monitor progress in the implementation of the NPT. Together with Ireland and New Zealand, Switzerland has submitted a working paper on this subject. Looking forward, we encourage the nuclear weapon States to submit a report on the implementation of their obligations and commitments to the second session of the Preparatory Committee, to be held next year in Geneva. We encourage the chair of that meeting to facilitate an interactive discussion on these reports.

Third, we urge all nuclear-weapon States to refrain from dangerous rhetoric about the use of nuclear weapons and from actions that could increase tensions. In this context, we are particularly concerned about the agreement between Russia and Belarus to deploy nuclear weapons on the territory of a non-nuclear-weapon State. Only the complete elimination of nuclear weapons will fully eradicate the risks they pose. In the meantime, short- and medium-term measures must be taken to address the increased risk of nuclear weapons being used as a result of the deteriorating international situation. We welcome the suggestions made in this regard in the UN Secretary-General's New Agenda for Peace. Practical steps should in particular be taken to broaden the range of tools at our disposal to address nuclear risks, including preventing the escalation of crises by establishing and maintaining resilient lines of communication, as required by the changing political and technological environment. We urge the nuclear-weapon States to deepen their dialogue on this issue within the so-called P5 process towards concrete results.

Mr. Chairperson, thank you for your attention.